

REPUBLIQUE DU TCHAD

MINISTERE DES FINANCES DE L'ECONOMIE ET DU PLAN

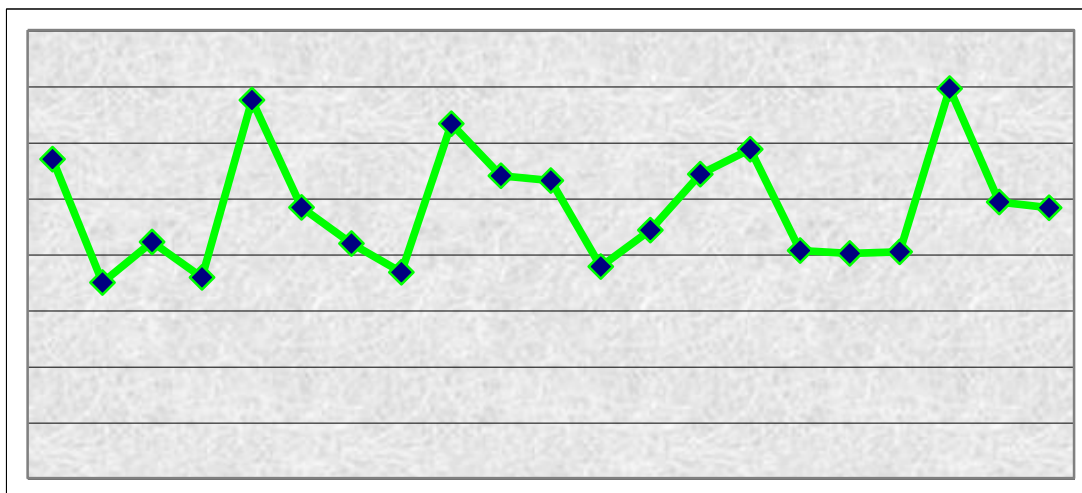
MINISTERE DELEGUE CHARGE DE L'ECONOMIE ET DU PLAN

SECRETARIET GENERAL

INSTITUT NATIONAL DE LA SATISTIQUE DES ETUDES ECONOMIQUE ET
DEMOGRAPHIQUES

Département des synthèses et Statistiques Economiques

Note Trimestrielle de Conjoncture



DEUXIEME TRIMESTRE 2006

Septembre 2006

TABLE DES MATIERES

Rubriques	Pages
SIGLES ET SIGNES CONVENTIONNELS	2
APERÇU DES TENDANCES CONJONCTURELLES	3
I – ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL	4
I-1. Evolution et perspective de l'économie mondiale.....	4
I-2. Evolution du cours des matières premières et des devises.....	5
I-3. Evolution et perspectives économiques des pays de la CEMAC.....	5
II - INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION	7
III - LA PRODUCTION ET LES MARCHES AGRICOLES	8
IV - LE SECTEUR INDUSTRIEL	8
V - LE SECTEUR PETROLIER	8
VI – LE COMMERCE ET LES SERVICES	9
VII. LES FINANCES PUBLIQUES	11
VII.1. Evolution des recettes et dépenses budgétaires	12
VII.2. LA DETTE PUBLIQUE	12.
VII.2.1. Situation de la dette publique extérieure	12
VII.3. SITUATION MONETAIRE ET LA COMPETITIVITE	13
VII.3.1. La situation monétaire	13
VII.3. 2. La compétitivité	13
VII.1. Evolution des recettes et dépenses budgétaires	14

SIGLES ET SIGNES CONVENTIONNELS

BDL :	Brasseries Du Logone
BEAC :	Banque des Etats de l'Afrique Centrale
CEMAC :	Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
CNPS :	Caisse Nationale de Prévoyance Sociale
CNRT :	Caisse Nationale des Retraités du Tchad
CST :	Compagnie Sucrière du Tchad
FMI :	Fonds Monétaire International
INSEED :	Institut National de la Statistique, des Etudes Economiques et Démographiques
ND :	Non Disponibles
ONASA :	Office National de la Sécurité Alimentaire
PIB :	Produit Intérieur Brut
RGPHT :	Recensement Général de la Population et de l'Habitat au Tchad
SFI :	Statistiques Financières Internationales
SIM :	Système d'Information sur les Marchés
UE :	Union européenne
STEE :	Société Tchadienne d'Eau et d'Electricité
\$:	Dollars US
BRENT :	pétrole de référence sur le marché international

APERÇU DES TENDANCES CONJONCTURELLES

Une situation économique plutôt mitigée

Les perspectives macroéconomiques s'annoncent assez mitigées pour l'économie nationale. L'indice de la production industriel connaît un bond de 5% en variation trimestrielle. L'indice des prix à la consommation est en progression de 11% en lien avec l'augmentation des postes *viandes et poissons (52%) et tubercules, légumes et fruits 34%*. A fin septembre 2006 déjà, l'inflation moyenne était de 8,6% par rapport au même niveau un an plus tôt et pourrait avoisiner le niveau de 7,9% de l'année dernière à fin 2006. Il faut noter à cet effet que, l'évolution du niveau général des prix suit régulièrement celle des produits de consommation alimentaire notamment produits vivriers.

La production du pétrole en baisse depuis le quatrième trimestre 2005 renoue ce deuxième trimestre 2006 avec la hausse.

Pour ce qui est des finances publiques, la mise en place tardive de la loi de finances 2006 devrait avoir un impact négatif sur les recettes. Les financements extérieurs devraient reprendre timidement pour la plupart des projets de développement financés par la Banque Mondiale.

Pour l'avenir, au niveau de la demande intérieure, la consommation privée serait quelque peu freinée par le maintien des tensions inflationnistes suscitées par la hausse des prix des produits alimentaires. La consommation publique ralentirait, en liaison avec l'adoption et la mise en place tardive du budget 2006. Cependant, ce retard serait atténué par la reprise des décaissements, par la Banque Mondiale, des fonds

destinés au financement des projets de développement. En revanche la demande extérieure augmenterait en liaison avec la hausse des exportations du coton, de bétail sur pieds et du pétrole brut.

Du côté de l'offre, au niveau du secteur primaire, les difficultés alimentaires observées au second trimestre pourraient persister au troisième trimestre 2006 en raison de l'allongement de la période de soudure.

Dans le secteur secondaire, les activités des Brasseries du Tchad, de la CST et de la Manufacture des Cigarettes du Tchad devraient être en progression en liaison avec la diversification de la production, la réalisation d'investissements visant à l'amélioration des rendements industriels et de la qualité de la production. Dans le secteur des bâtiments et travaux publics, l'activité se stabiliserait en rapport avec les difficultés récurrentes de paiement de l'Etat.

Dans le secteur tertiaire, les activités commerciales notamment celles des automobiles et de la distribution pharmaceutique connaîtraient une stabilité du fait de la concurrence du secteur informel.

I -L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

Assouplissement du choc pétrolier.

I.1. Evolution et perspective de l'économie mondiale

La croissance mondiale est restée vive en 2005, bien qu'en léger ralentissement par rapport au niveau très élevé atteint en 2004. En dépit du renchérissement du pétrole et de catastrophes naturelles, l'activité au deuxième semestre de 2005 a été plus vigoureuse que prévu précédemment, en particulier dans les pays émergents.

En dépit d'un quatrième trimestre faible et malgré le contrecoup des ouragans de Katrina et Rita qui ont frappé les régions sud à la fin de l'été, les Etats-Unis restent le principal moteur de la croissance, mais l'expansion japonaise est bien établie, et la reprise semble plus soutenue dans la zone euro, même si la croissance de la demande intérieure reste modérée.

La croissance reste vigoureuse dans la plupart des pays émergents et des pays en développement, le dynamisme de l'activité en Chine, en Inde et en Russie étant particulièrement remarquable.

Les cours du pétrole restent élevés et instables et n'avaient pas baissé après les records enregistrés à la suite de l'ouragan Katrina. Ces trois derniers mois, les cours du pétrole brut ont fluctué entre 60 et 66 dollars le baril. Le niveau de stocks compensant l'augmentation des incertitudes géopolitiques en République islamique d'Iran et en Iraq, et les risques pesant sur la production pétrolière au Nigeria ont beaucoup joué dans cette fluctuation.

En 2006, la croissance mondiale resterait soutenue (4,9%), bien que confrontée à des prix énergétiques encore élevés. Aux Etats – Unis,

l'activité devrait profiter du redressement des dépenses des ménages. L'investissement productif, favorisé par la rentabilité élevée des entreprises et le dynamisme de la demande globale, connaîtrait une évolution positive. La bonne vigueur du commerce mondial (8,5%) serait de nature à stimuler les exportations. L'inflation resterait contenue même si la cherté de l'énergie continue de faire peser des risques à la hausse des prix. La croissance du PIB s'établirait à 3,5% pour l'ensemble de l'année.

En zone euro, l'amélioration de la conjoncture, amorcée à l'été 2005, se poursuivrait en 2006, profitant de la bonne tenue de l'environnement international qui devrait soutenir l'exportation de la zone. L'investissement demeurerait bien orienté, favorisé, entre autres, par des conditions de financement favorables. La croissance de la consommation se renforcerait progressivement, à mesure que la situation sur le marché du travail s'améliore. Le taux d'inflation de la zone devrait se maintenir au dessus de 2%, son niveau dépendrait de l'évolution des prix de l'énergie qui reste assez volatile. La croissance de la zone serait d'environ 2% en 2006.

Tableau 1 : Indicateurs de conjoncture internationale
(Variation par rapport à la période précédente, cvs, en %)

	III-05	IV-05	2005	2006
Croissance				
Etat-Unis	1,0	0,4	3,5	3,5
Zone euro	0,7	0,3	1,3	2,0
Inflation (GA)				
Etats-Unis	3,8	3,7	3,4	3,2
Zone euro	2,3	2,3	2,2	2,1
Exportation				
Etats-Unis	0,4	1,4	7,0	8,2

Zone euro	3,4	0,5	3,7	5,5
Importations				
Etats-Unis	0,6	3,0	6,4	6,0
Zone euro	3,1	0,9	4,6	5,7
Demande Intérieur				
Etats-Unis	1,0	0,7	3,9	3,2
Zone euro	0,5	0,4	1,5	2,0
Commerce mondial				
			6,9	8,5
Euro/dollar				
	1,22	1,19	1,24	1,20
Prix du brent				
	61,55	56,93	54,4	60,5

Source : OCDE, FMI, et COE

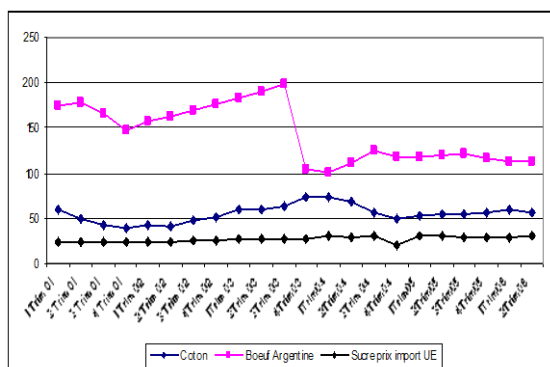
Source : Agence internationale de l'énergie (rapport de nov)* prévisions

I. 2 Evolution du cours des principales matières premières et devises

I. 2. 1 Cours des matières premières

Durant le deuxième trimestre 2006, les cours des matières premières ont augmenté dans leur ensemble, à l'exception du coton qui connaît une baisse de 6% en variation trimestrielle

Figure1.1: Evolution du cours de quelques matières premières



Source: statistiques financières internationales

Figure1.2 : Evolution du cours de riz

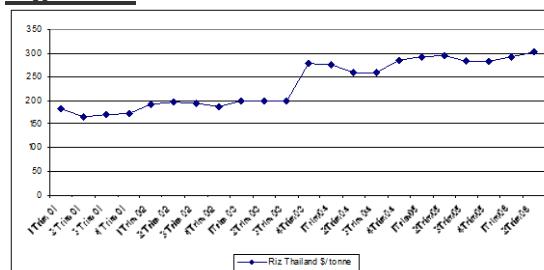
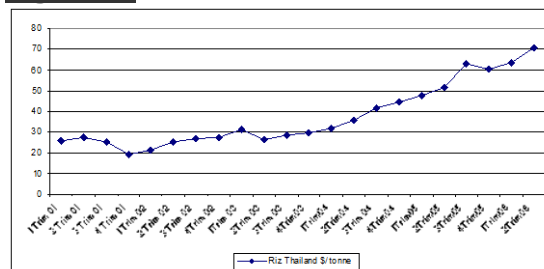


Figure1.3: Evolution du cours du Brent

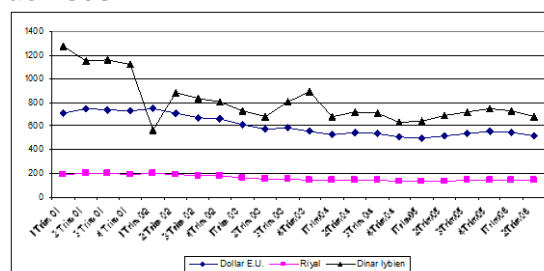


Source: statistiques financières internationales

I. 2.2 Cours des devises

Les devises ont dans leur ensemble connu une baisse en variation trimestrielle. La baisse la plus marquée est constatée au niveau du dinar libyen qui enregistre un fléchissement de 7% en variation trimestrielle. Cependant en glissement annuel, la plupart des devises est restée stable

Figure2 : Evolution des cours des devises



I.3. Evolution et perspectives économiques des pays de la CEMAC

En 2005, la situation macroéconomique dans la CEMAC a été caractérisée par un ralentissement prononcé de la croissance, avec une hausse estimée du PIB réel de 4% contre 6,8% en 2004, du fait essentiellement de la faible progression de la production pétrolière

(+2,9% en 2005 contre +24,7% en 2004).

Le taux de croissance réel du secteur pétrolier est ressorti à 3,5% en 2005 contre 27,7% en 2004, tandis que celui du secteur non pétrolier s'est établi à 4,1% contre 3,7% un an plus tôt.

En terme de contribution à la croissance, l'apport du secteur pétrolier s'est élevé à 0,5 point en 2005 contre 3,6 points en 2004, et celui du secteur non pétrolier à 3,5 points, comme en 2004.

Au niveau des finances publiques, l'excédent budgétaire, base engagements, hors dons, de l'ensemble des pays de la CEMAC, s'est consolidé, s'établissant à 8,2% du PIB en 2005, contre 3,2% un an plus tôt, en liaison principalement avec un accroissement des recettes pétrolières.

Pour l'année 2006, les projections disponibles annoncent des perspectives macroéconomiques de la CEMAC globalement favorables, avec une hausse attendue du PIB réel de l'ordre de 4,3% contre 4% en 2005.

Le taux d'inflation est estimé à 3,1% au 31 décembre 2006, contre 2,9% un an plus tôt.

Dans ces conditions, le revenu réel par habitant s'apprécierait de 1,7%.

Tableau 2 : Taux de croissance du PIB en termes réels dans la CEMAC

Années	CEMAC
2001	6,4
2002	4,1
2003	4,2
2004	6,9
2005 Estim.	4,0
2006 Prév.	4,3

Source : Adm. Nat., FMI et BEAC.

INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION À N'DJAMENA

Tensions sur les prix des céréales

Au cours du deuxième trimestre 2006, l'indice général des prix connaît une hausse aussi bien en variation trimestrielle qu'en glissement annuel. Cette hausse est engendrée essentiellement par les prix des produits locaux qui ont augmenté de 14% en variation trimestrielle qu'en glissement annuel.

Les prix des produits alimentaires augmentent ce trimestre de 18% pour se situer à 284,7 points contre 241,8 au premier trimestre 2006.

Ce comportement provient d'une hausse des prix des *viandes et poissons* de 30% suivie de 24% des *Tubercules, légumes et fruits*.

En glissement annuel, on enregistre une hausse de 15% des prix des produits alimentaires. Cette hausse en tire principalement son origine d'un bond de 52% *des viandes et poisson* et de 34% *des Epiceries suivi de 32% des Tubercules, légumes et fruits*.

Par contre sur la période, on notera une baisse de 13% du poste *céréales*.

A fin septembre 2006 déjà, l'inflation moyenne était de 8,6% par rapport au même niveau un an plus tôt et pourrait avoisiner le niveau de 7,9% de l'année dernière à fin 2006. Il faut noter à cet effet que, l'évolution du niveau général des prix suit régulièrement celle des produits de consommation alimentaire notamment produits vivriers

Par rapport au trimestre précédent, les prix des produits non alimentaires ont diminué de 1%. Cette baisse est assouplie par une hausse de 10 % des prix de *l'énergie et éclairage* suivie de 3% des *équipements des ménages et l'habillement*. Cependant, le poste

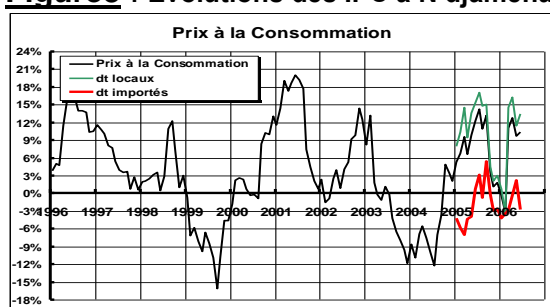
hygiène et soins connaît une baisse de 3% sur la période.

Comparativement au même trimestre un an plus tôt, on observe une baisse pour le poste *équipement des ménages* (-11%).

Les *services quant à eux* connaissent dans leur ensemble une stabilité en variation trimestrielle mais une hausse de 4% en glissement annuel consécutive à une hausse des prix des loyers de 19 % en glissement annuel. Cependant, les transports ont augmenté de 4% en variation trimestrielle.

L'indice des produits particuliers connaît une stabilité ce deuxième trimestre 2006. En glissement annuel, une hausse de 4% est observée pour l'ensemble consécutive à une hausse de 45% du poste *viande*.

Figure3 : Evolutions des IPC à N'djamena



Source : INSEED

III. LA PRODUCTION ET LE MARCHÉ AGRICOLE

III.1. Le marché agricole

Hausse des prix sur les différents marchés

Le prix du mil a augmenté de 7% sur le marché d'abéché entre juin et juillet 2006. Par contre, il a baissé de 7% à Sarh, de 3% à Moundou et 3% à N'djaména. Ce bond des prix sur le marché d'Abéché s'explique d'une part par la faiblesse des flux entre les marchés secondaires et celui d'Abéché, d'autre part par le début

tardif de la saison de pluie qui crée des spéculations des grossistes.

Par rapport à l'année dernière, le prix du mil est en baisse sur les quatre principaux marchés du pays : la baisse varie de -39% sur le marché d'Abéché – 10% à Sarh. Par rapport à la moyenne des 5 dernières années, il est également en baisse de -36% à Abéché, -11% à N'djaména, et -7% à Moundou.

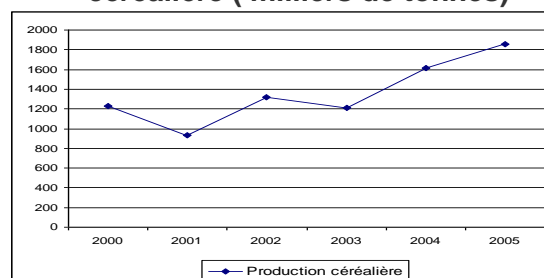
III.2. La production agricole (2005/2006)

Production en hausse

Les résultats définitifs de campagne 2005/2006 de la Division des Statistiques Agricoles donnent une production céréalière de l'ordre de 1 853 400 tonnes, soit une hausse de 53% par rapport aux résultats définitifs de la campagne 2004/2005.

Cette hausse serait le fait de la bonne répartition des pluies dans le temps et dans l'espace.

Figure4 : Evolution de la production céréalière (milliers de tonnes)



Source : données DSA

V. LE SECTEUR INDUSTRIEL

Hausse des activités productrices

Au deuxième trimestre 2006, l'indice de la production industrielle s'est inscrit en hausse de 5% par rapport au premier trimestre 2006.

Par rapport à la même situation il y a un an, l'indice connaît une baisse de 5% sous l'effet conjugué des autres

produits (-15%) et du coton fibre (-16%).

Dans l'ensemble, la production des différents secteurs s'est améliorée en variation trimestrielle:

C'est ainsi que, la STEE enregistre ce deuxième trimestre 2006 une hausse de 3% de sa production (passant de 28177 000 kWh à 28940 000 KWH). La production de l'eau enregistre en ce deuxième trimestre 2006 une hausse de 4% en variation trimestrielle. Elle passe de 4 579 000 m³ à 4747 000 m³.

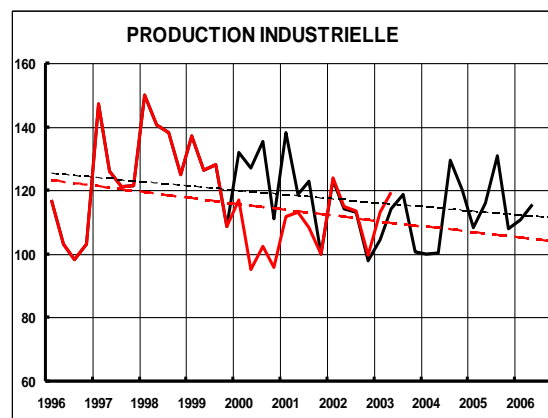
Cependant, par rapport à la même période de l'année précédente, elle connaît une baisse de 14% pour sa production d'électricité et de 11% pour sa production d'eau.

Consécutivement au lancement de production et de la commercialisation de la bière Castel, les BDL enregistrent un bond spectaculaire de 74% ce deuxième trimestre 2006. Au niveau de BGT, on note une baisse de 31% de son activité en variation trimestrielle. Cette baisse serait le résultat de la perturbation de la production consécutive à la rénovation de l'usine.

En glissement annuel, la situation n'est pas la même pour ces sociétés : les BDL enregistrent une hausse de 152% et la BGT enregistre une baisse de 30%

Quant à la MCT, on enregistre ce trimestre une baisse aussi bien en variation trimestrielle qu'en glissement annuel.

Figure 5 : Evolution de la Production industrielle



Source : INSEED

V. LE SECTEUR PETROLIER

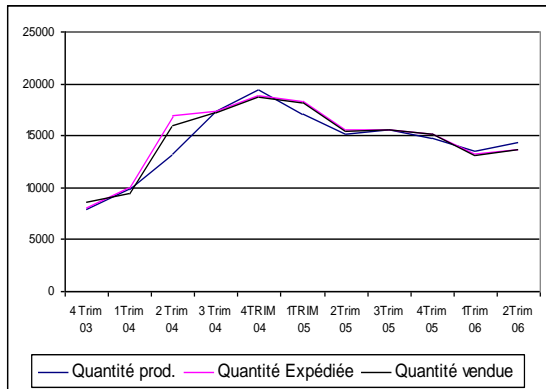
Reprise du secteur

La production du pétrole en baisse depuis le quatrième 2005 renoue ce deuxième trimestre 2006 avec une hausse. En effet, on note une hausse de la production pétrolière de 7% en variation trimestrielle se situant à 14 402 984 barils contre 13 510 534 barils au premier trimestre 2006. En glissement annuel, on observe aussi une baisse de 5% passant de 15 208 201 barils au deuxième trimestre 2005 à 14 402 984 barils au premier trimestre 2006.

Aussi, il est à noter que la quantité expédiée a connu un bond de 3% ce trimestre. Par rapport à la même période un an plus tôt, on observe une baisse de 12% pour la quantité expédiée comme pour la quantité vendue.

Du point de vue redevances versées, on note une hausse de 152% par rapport au deuxième trimestre 2005 en liaison avec la hausse des prix sur le marché pétrolière.

Figure 6: Evolution de la production, de l'expédition et vente du pétrole (milliers de barils)



Source : données du Ministère du pétrole

I - LE COMMERCE ET LES SERVICES

Evolution contrastée

Durant le deuxième trimestre 2006, le secteur commerce connaît dans son ensemble une activité contrastée se traduisant par une baisse du chiffre d'affaires pour certaines sociétés mais aussi par une hausse de l'emploi et de la masse salariale pour d'autres.

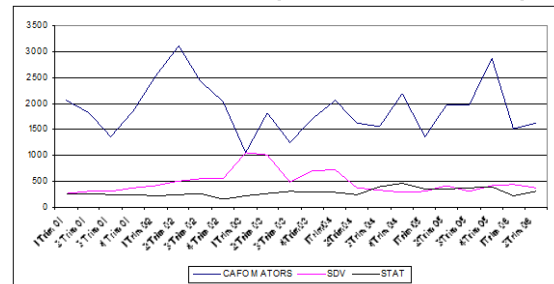
VI.1. Le commerce

VI.1.1 Le chiffre d'affaires

Durant ce deuxième trimestre 2006, le chiffre d'affaires connaît une hausse en variation trimestrielle pour la plupart des sociétés sauf pour la SDV et TOUMAI AIR TCHAD où on enregistre une baisse respective de 16% et 250%.

En glissement annuel, le chiffre d'affaires de la plupart des sociétés est en baisse sauf pour SCCL qui connaît une hausse de 50%.

Figure 7: Evolution du chiffre d'affaires dans le commerce (millions de FCFA)



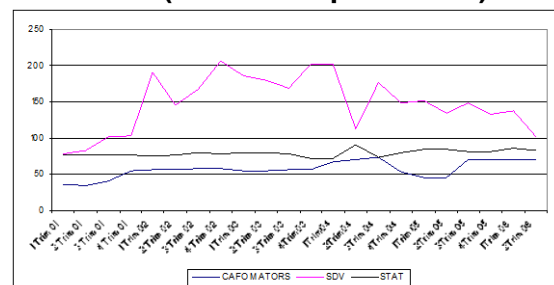
Source: données des entreprises concernées

VI.1.2. L'emploi dans le commerce

Durant ce deuxième trimestre 2006 l'emploi connaît une situation mauvaise. En effet, en variation trimestrielle, l'emploi est en baisse pour toutes les sociétés, à l'exception de SANIMEX et SCCL où on relève une stabilité.

Par rapport à la même période un an plus tôt, l'emploi connaît une baisse spectaculaire de 71% pour la SCCL mais une hausse de 58% pour le concessionnaire CFAO MOTORS sur la période.

Figure 8: Evolution de l'emploi dans le commerce (nombre de personnes)



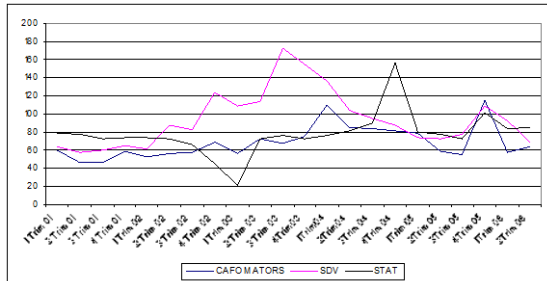
Source: données des entreprises concernées

VI.1.3. La masse salariale dans le commerce

Contrairement au niveau de chiffre d'affaires et de l'emploi, la tendance de la masse salariale est haussière en variation trimestrielle pour la plupart des sociétés sauf pour Toumaï Air Tchad et la SDV où on note une baisse respective de 17% et 25%. La hausse la plus spectaculaire est constatée au niveau du concessionnaire CFAO

MOTORS où on relève 10% d'augmentation.

Figure 9: Evolution de la masse salariale dans le commerce (millions de FCFA)



Source: données des entreprises concernées

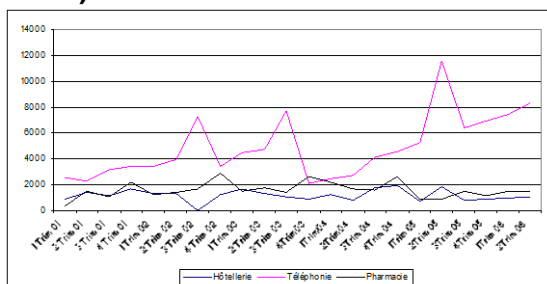
VI.2. Les services

Au deuxième trimestre 2006, le secteur des services connaît une croissance relativement bonne dans son ensemble par rapport au trimestre précédent.

VI.2.1. Le chiffre d'affaires dans les services

Pendant ce deuxième trimestre 2006, on note une hausse de chiffre d'affaires pour l'ensemble des activités dans le service en variation trimestrielle. La hausse la plus marquée est constatée au niveau de l'hôtellerie où on constate un bond de 17%. En glissement annuel, on note une baisse pour l'ensemble des activités.

Figure 10 : Evolution du chiffre d'affaires dans les services (millions de FCFA)

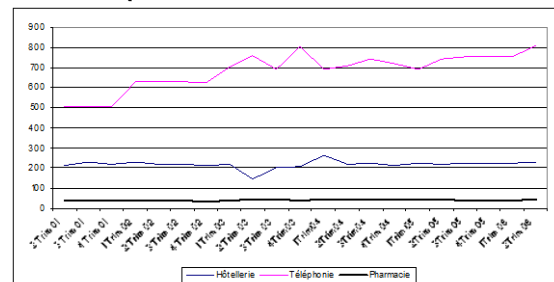


Source: données des entreprises concernées

VI.2.2. L'emploi dans les services

Au deuxième trimestre 2006, l'emploi s'est inscrit en hausse aussi bien en variation trimestrielle qu'en glissement annuel pour les secteurs téléphonie et l'hôtellerie. Cependant, pour la pharmacie, on assiste à une baisse de 2% en variation trimestrielle.

Figure 11 : Situation de l'emploi dans les services (nombre de personnes)

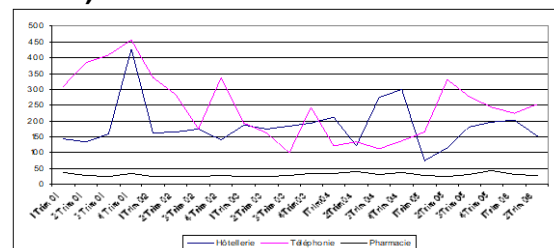


source: données des entreprises concernées

VI.2.3. La masse salariale dans les services

Durant le deuxième trimestre 2006, la masse salariale est en baisse en variation trimestrielle pour l'hôtellerie. En outre, pour les secteurs téléphonie et pharmacie, on note une hausse de 13% et 32% respectivement. Par rapport à la même période un an plus tôt, un bond de 31% est constaté au niveau de l'hôtellerie mais on relève une baisse de 24% au niveau de la téléphonie.

Figure 12 : Situation de la masse salariale dans les services (millions de FCFA)



Source: données des entreprises concernées

VI.3 Importation et mise à la consommation d'hydrocarbures

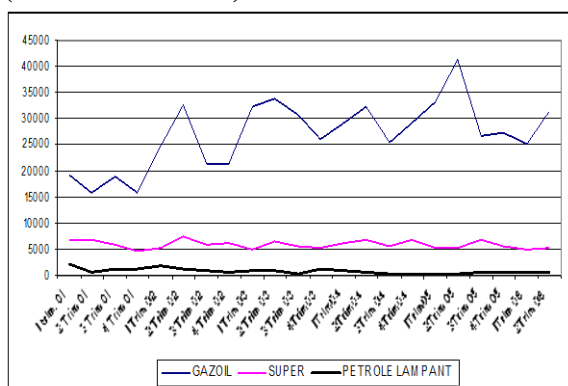
Les importations des hydrocarbures connaissent une baisse importante en ce deuxième trimestre 2006 sauf pour le super qui enregistre une légère baisse de 1% en variation trimestrielle.

La baisse de l'importation du gasoil et du pétrole lampant trouverait ses explications dans les problèmes d'approvisionnement et le développement du secteur informel.

Du point de vue de mise à la consommation des hydrocarbures, on assiste à une baisse respective de 8% et 29% pour le gasoil et le pétrole lampant en variation trimestrielle. Cependant en glissement annuel, on enregistre une forte baisse de 44% au niveau de la consommation du gasoil.

Aussi, il faut noter que le super est en hausse tant en variation trimestrielle qu'en glissement annuel.

Figure13: Evolution de la mise à la consommation des hydrocarbures (milliers de litres)



Source : données de la fiscalité pétrolière

VII- LES FINANCES PUBLIQUES

Des finances publiques plutôt bonnes

VII.1. Evolution des recettes et dépenses budgétaires

A fin juin 2006, les recettes budgétaires ont atteint 152 754 millions contre 126 747 millions à la même période un an plus tôt soit une performance de 20,52%.

Cela représente un taux d'exécution de 39,81% par rapport à un objectif de 383 691 millions pour l'année 2006.

Du côté des dépenses, à fin juin 2006, on enregistre 63 349 millions contre 45 241 millions un an plus tôt soit une hausse de 40,03%. En terme d'exécution budgétaire cela représente 11,58% pour un objectif de 547 043 millions.

Tableau 2: suivi de l'exécution budgétaire

	PREVU	REALISE	REALISE	variation	Exec.06
	2006	juin-05	juin-06	juin-06 /juin-05	
RECETTES BUDGETAIRES	383691	126 747	152 754	20,52%	39,81%
Recettes fiscales	158789	67 080	105 154	56,76%	66,22%
Recettes non fiscales	212602	55 742	46 686	-16,25%	21,96%
Recettes en capital	12300	3 925	914	-76,71%	7,43%
Aides, Dons, Subventions	81648	17 063	0	-100,00%	0,00%
Emprunts	74561		0		0,00%
Ressources exceptionnelles			0		
Recettes à imputer et à régulariser		10 136	16 804	65,79%	
Variation de créances		-6 855	-16497	140,66%	
DÉPENSES BUDGETAIRES	547043	45 241	63 349	40,03%	11,58%
Service de la dette	17290	673	378	-43,83%	2,19%
Dotations des pouvoirs publics	147605	36 019	38 275	6,26%	25,93%
Interventions de l'Etat	71453	5 441	9101	67,27%	12,74%
Amortissement de dette pub.	41050	341	27	-92,08%	0,07%
Equipement- Investissement	269645	2 767	15568	462,63%	5,77%
Investissement sur resexcept		0	0	#DIV/0!	
Dépenses à imputer		16476	67196	307,84%	
Variation des dettes		69 426	30 406	-56,20%	
RECETTES BASE ENCAISSEMENT	383691	130 028	153 061	17,71%	39,89%
DÉPENSES BASE ENCAISSEMENT	547043	131 143	160 951	22,73%	29,42%
DEFICIT HORS SUBV ET EMPRUNT	-163352	-1115	-7890	607,62%	4,83%

Source: Trésor Public

VII.2 LA DETTE PUBLIQUE

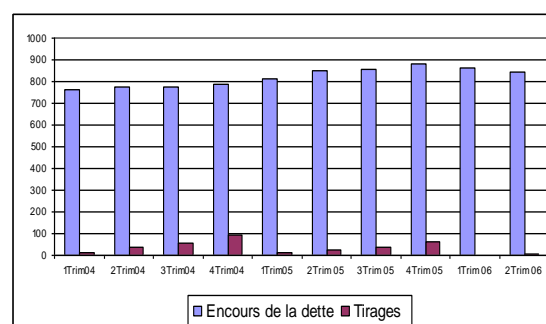
VII.2.1 Situation de la dette publique extérieure

L'encours de la dette extérieure a atteint 845 milliards de FCFA au deuxième trimestre 2006 alors qu'il était de 862,6 milliards à la fin du premier trimestre 2006, traduisant une baisse de 2% en variation trimestrielle. Cependant en glissement annuel, on note une stabilité

Les tirages connaissent une forte hausse en variation trimestrielle (+330%) en faveur d'une reprise de relation avec les institutions de brettons Wood, se chiffrant à 5,4 milliards de FCFA alors qu'ils étaient de 1,3 milliards au trimestre précédent.

Les remboursements effectués à la fin de ce trimestre sont évalués à 15,8 milliards de FCFA, dont 14,3 milliards sur crédit multilatéraux, 1,5 milliards sur crédits bilatéraux.

Figure 14 : Evolution de la dette extérieure (milliards de FCFA)



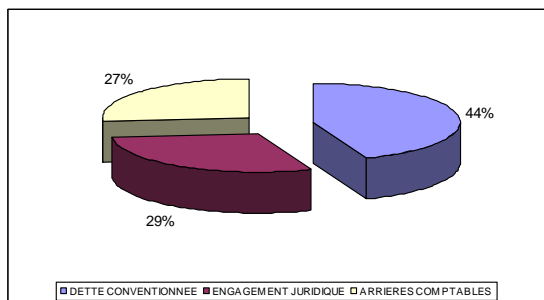
Source : Direction de la Dette

VII.2.2 : Situation de la dette Intérieure en 2005

En 2005 la dette intérieure représentait 129 510 millions, soit 44%

de dette conventionnelle ; 29% des engagements juridiques et 27% des arriérés comptables.

Figure 15 : Evolution de la dette Intérieure (millions de FCFA)



VII.3 La situation monétaire et la Compétitivité

VII.3.1. La situation monétaire

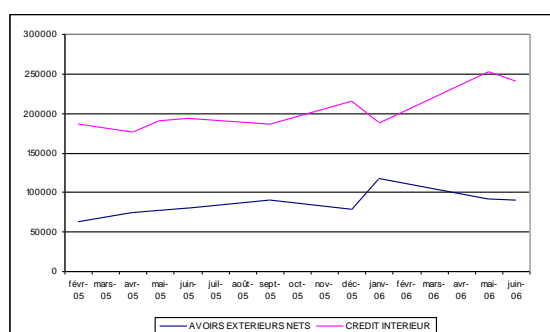
Situation monétaire plutôt meilleure

A fin juin 2006, les avoirs extérieurs nets ont connu une hausse de 12% atteignant 90 milliards contre 80 milliards en juin 2005. Cette évolution est redevable essentiellement à la hausse des ressources extérieures de la banque centrale de 6,8% consécutive à l'augmentation des revenus pétroliers.

En ce qui concerne le crédit intérieur, il a été constaté une hausse de 24% sur la période, se situant à 240,5 milliards à fin juin 2006 contre 193,3 milliards un an plus tôt. Cette évolution est en liaison avec l'augmentation de 40% des créances nettes sur l'Etat et de 16% des crédits à l'économie.

Au cours de la même période, la masse monétaire a connu une hausse de 22% atteignant 282 milliards à fin juin 2006 contre 231,6 milliards à fin juin 2005.

figure16 : Evolution de la situation monétaire.



Source : données BEAC

VII.3.2 La compétitivité

Le taux de change effectif réel, tout comme l'indice des prix à la consommation relatif continuent leur tendance baissière entamée depuis le

troisième trimestre 2005 tant en variation trimestrielle qu'en glissement annuel. En outre, le taux de change effectif nominal connaît une légère baisse en ce deuxième trimestre 2006.

Tableau 3: évolution des indicateurs de compétitivité

	1Trim 05	2trim 05	3Trim 05	4Trim 05	1Trim 06	2Trim 06	2T06/1T06	2T06/2T06
Indices base 4/1/1994=100								
Prix à la conso. relatif	195,7	195,6	192,0	185,7	181,1	175,3	-3%	-5%
Taux de change effectif nominal	100,1	100,7	101,0	101,2	101,0	100,5	-1%	0%
Taux de change effectif réel	200,2	198,9	194,7	188,0	183,6	178,7	-3%	-5%

Source : INSEED

Ont participé à la confection du bulletin de conjoncture

Coordonnateurs des travaux :

- **OUSMAN ABDOULAYE HAGGAR**, Directeur Général de l'Institut National de la Statistique, des Etudes Economiques et Démographiques
- **YOUSOUF AWARE NEISSA**, chef du Département des Synthèses et Statistiques Economiques

Rédaction :

- **MAMADOU ISSA BABA**, Chef de Service de la Conjoncture et des Prévisions Macroéconomiques
- **FANGAMLA MARANDI**, Responsable de la Conjoncture

Comité de lecture :

- **MAMADOU ISSA BABA**, Chef de Service de la Conjoncture et des Prévisions Macroéconomiques
- **THEMOI DEMSOU**, Chef de Service des Comptes Nationaux et Etudes Economiques
- **LAOUKOURA KAGUEROU**, Chef de Service du Monde Rural
- **TABO SYMPHORIEN N'DANG**, Responsable des Comptes Nationaux
- **IBRAHIM ABAKAR**, Consultant page en répertoire d'entreprises et Conjoncture
- **MAHAMAT MOUTA Djérabi**, Consultant page en Comptes Nationaux et Prévision

Collecte et Traitement des données

- **FANGAMLA MARANDI**, Responsable de la Conjoncture

Toutes les correspondances concernant la note trimestrielle de conjoncture sont à adresser à :

**Monsieur le Directeur Général de l'Institut National de la Statistique,
des Etudes Economiques et Démographiques,**

B.P. 453, N'Djaména – TCHAD.

Tél. (235) 52 31 64 Fax : (235) 52 66 13

Email : inseed@intnet.td

Site Internet : www.inseed-tchad.org